

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 31 AOÛT 2016**

FN/RT

**OBJET : N° 3.1 – FINANCES –
ACHAT ET/OU VENTE D'EAU A TITRE MARGINAL – COLLECTIVITES EXTERIEURES –
CONVENTIONS SIAEP PAYS DES VANS -**

L'an deux mille seize, le trente et un du mois d'août à neuf heures quinze, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat.
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat.

M. Joseph FALLOT, Membre du Bureau,
M. Stéphane CIVIER, Membre du Bureau,
M. Jean-Pierre IMMACOLATO, Membre du Bureau,
M. J. M. Jean-Marie DURIEU, Membre du Bureau.
M. Patrice FLAMBEAUX, Membre du Bureau,

Etaient absents excusés :

M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat.

M. James BELLOT, Membre du Bureau.

Etaient absents :

M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat.

M. René UGHETTO, Membre du Bureau,
M. Marc SOUTEYRAND, Membre du Bureau,
Mme Jessica KONARZEWSKI, Membre du Bureau.

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI.

OBJET : N° 3.1 – FINANCES –

**ACHAT ET/OU VENTE D'EAU A TITRE MARGINAL – COLLECTIVITES EXTERIEURES –
CONVENTIONS SIAEP PAYS DES VANS -**

Envoyé en préfecture le 07/09/2016

Reçu en préfecture le 07/09/2016

Affiché le

Berger
Levrault

ID : 007-250700267-20160831-2016BS080040-DE

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 26 mai 2014).

Par délibération du 4 novembre 2014, le comité syndical a validé les principes des conventions-cadre de vente, d'achat et d'échange d'eau entre le SEBA et des collectivités extérieures pour des situations à titre marginal. Il a autorisé le président à les signer et à faire toutes démarches nécessaires et a délégué au bureau syndical l'étude de certaines situations.

Parmi celles-ci était visée la situation avec le SIAEP du pays des Vans.

Plusieurs rencontres ont eu lieu entre les exécutifs du SIAEP du Pays des Vans et le SEBA, pour évoquer toutes les situations marginales : desserte par le SIAEP du réseau de Faugères, de la presqu'île de Casteljaou dont l'ex VVF, de l'usine Payen à Berrias et du quartier Chibasse de Banne ; desserte par le SEBA de quelques usagers du secteur la Prade et pont de Pigères sur la commune des Vans.

Il est proposé à la validation du bureau deux conventions pour fourniture d'eau à titre marginal :

- Une de vente d'eau par le SEBA au SIAEP ; 8 abonnés sont concernés pour 327 m³ facturés en 2015 ;
- Une d'achat d'eau en gros par le SEBA au SIAEP, 10 abonnés domestiques et industriels et les habitants de Faugères sont concernés pour 22 353 m³ facturés en 2015.

Elles débuteraient au 1^{er} janvier 2017, applicables jusqu'en 2030.

Les projets de convention sont **joints en annexe**. Dans les deux cas, la vente se fait sur la base du tarif « abonné domestique » de la collectivité organisatrice.

Le bureau syndical est appelé à en débattre.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, ADOPTE ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,
Le Président,

Jean PASCAL



PROJET DE CONVENTION POUR L'ACHAT EN GROS D'EAU POTABLE A USAGE DOMESTIQUE

PAR LE SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE

Pour les quartiers de Casteljau et de Chagnac sur la commune de BERRIAS-ET-CASTELJAU, pour les quartiers de la commune de FAUGERES et pour les quartiers Chibasse et les Balmelles sur la commune de BANNE

AU SIAEP DU PAYS DES VANS

Entre :

Le Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche, représentée par son président, Monsieur Jean PASCAL, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du bureau syndical du 31 aout 2016 et désigné ci-après, le « SEBA »,

Et

Le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable du Pays des Vans représenté par son président, Monsieur Alain FAUCUIT, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du Comité Syndical du... et désigné ci-après, le « SIAEP »,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le SEBA est confronté, de manière marginale, à une difficulté d'approvisionnement en eau potable à usage domestique de secteurs isolés ou difficilement raccordables pour des raisons techniques, économiques ou financières sur le territoire de ses communes adhérentes et, dans le cas présent, sur les secteurs de Casteljau et Chagnac (commune de Berrias-et-Casteljau), pour des quartiers de la commune de Faugères et pour les secteurs de Chibasse et les Balmelles (commune de Banne). Le plan joint **en annexe n° 1** décrit schématiquement cette situation.

La proximité de ces secteurs avec le réseau d'eau potable du SIAEP a permis de réaliser de façon avantageuse, tant techniquement que financièrement, la desserte en eau de ces secteurs. Mais aucune démarche administrative n'a été effectuée pour régulariser juridiquement cette situation.

Le SEBA ayant délégué la gestion de son service de distribution d'eau potable, demande à son délégataire, conformément au contrat de délégation du service public de distribution de l'eau potable en date du 20 décembre 2007 de prendre les dispositions nécessaires pour faciliter cette fourniture et pour utiliser les ouvrages délégués nécessaires à celle-ci. Le délégataire du SEBA est, jusqu'au 31 décembre 2017, la Société SAUR.

Le renouvellement de la délégation de service public avec la même ou une autre société ou le retour en régie, est sans incidence sur la présente convention, les obligations faites au délégataire revenant ipso facto au SEBA.

Les parties conviennent donc de régulariser cette situation et de définir par la présente convention les modalités techniques et financières de cette fourniture en eau.

ARTICLE 1 – CONDITIONS TECHNIQUES ET FINANCIERES DE LA FOURNITURE

Les conditions techniques et financières de la fourniture sont les suivantes :

Mode de livraison :

Tout volume fourni sera enregistré par l'intermédiaire d'un système de comptage dont les caractéristiques sont décrites en **annexe 2**.

La fourniture d'eau potable est livrée à partir d'une canalisation de diamètre intérieur 80 mm à Banne (et Berrias en aval), 150 mm à Casteljau et 100 mm à Faugères, installées en limite des territoires du SIAEP et du SEBA.

Les équipements en aval sont rétrocédés au SEBA. Les canalisations et branchements particuliers seront entretenus et renouvelés par le SEBA et/ou, le cas échéant, par son délégataire.

Païement des travaux de mise en place du comptage :

Ces travaux, dont le coût estimé figure à l'annexe 2, seront réalisés par le SIAEP et seront facturés au SEBA. Seules la fourniture et la pose du compteur resteront à la charge du SIAEP.

Comptage :

Le système de comptage est d'un type agréé par le service des Instruments et Mesures. Il sera installé dans un regard dont l'accès sera en tout temps possible aux agents des deux parties et/ou, le cas échéant, de leur délégataire. En cas de mis en place d'un équipement de télérelève, son accès le sera au bénéfice des deux services.

A la demande de l'une ou l'autre des parties, le système de comptage pourra être déposé et vérifié. Le coût de la dépose, de l'étalonnage et de la repose sera à la charge de la partie qui aura demandé la vérification.

Il sera entretenu et renouvelé par le SIAEP.

Au cas où le système de comptage viendrait à se bloquer, les parties conviennent d'estimer le volume à facturer en fonction de l'historique des relevés précédents.

Qualité de l'eau :

Le SIAEP s'engage à fournir au SEBA de l'eau d'une potabilité conforme à la législation en vigueur et adressera au SEBA, sur la demande de celui-ci ou de son délégataire le cas échéant, les résultats des analyses relatives au secteur, objet de cette convention.

En aval du point de livraison, le SEBA et, le cas échéant, son délégataire prennent l'entière responsabilité du maintien des critères de la potabilité. Ils se chargent de la surveillance de la qualité de l'eau distribuée et des éventuels traitements préventifs nécessaires au maintien de la potabilité.

Si pour cause de pollution, la distribution devait être interrompue, sur l'un ou l'autre des secteurs concernés par la présente convention, la vente d'eau au SEBA devra l'être dans les mêmes conditions. Le SEBA et/ou le cas échéant son délégataire devront en être informés sur le champ. Le SIAEP s'engage à transmettre immédiatement au SEBA et, le cas échéant, son délégataire photocopie de toutes les analyses d'eau déclarées non potables.

ARTICLE 2 – INTERRUPTION DE LA FOURNITURE

Le SIAEP s'engage à assurer la fourniture d'eau en permanence, sauf en cas de force majeure ou lors d'incidents, travaux ou réparations exigeant une interruption.

Ces interruptions seront portées à la connaissance du SEBA et, le cas échéant, de son délégataire dans les plus brefs délais lorsqu'il s'agit d'interruption immédiate et au moins deux jours à l'avance lorsque l'intervention est programmable.

Le SEBA et/ou son délégataire en informent ses abonnés et prennent toutes mesures utiles, pendant ou après les coupures pour réduire les désagréments qui peuvent en résulter.

Le SEBA et, le cas échéant, son délégataire s'engagent à supporter ces interruptions déclarant à l'avance renoncer à toute action contre le SIAEP et ne réclamer aucune indemnité.

Dans le cas où des circonstances quelconques conduiraient à des restrictions de consommation, les abonnés du SEBA supporteraient les mêmes contraintes que celles imposées aux abonnés du SIAEP.

En cas de pénurie d'eau constatée par le SIAEP, et en cas d'impossibilité d'y remédier par le branchement à un autre captage de la collectivité, la fourniture d'eau au SEBA devra être réduite en priorité, voire suspendue.

ARTICLE 3 – PRIX DE LA FOURNITURE

Le tarif pratiqué sera celui en vigueur dans le SIAEP pour ses abonnés domestiques dans la limite des dispositions réglementaires en vigueur, ce tarif comportant une part fixe et une part variable. Le tarif sera composé des rubriques suivantes :

1) Au titre du service public de l'eau potable :

- de la part du SIAEP dont le montant est fixé par délibération de son assemblée délibérante ;
- (le cas échéant) de la part du délégataire conformément au contrat et aux éventuels avenants de délégation de service public de distribution d'eau potable du SIAEP.

2) Au titre des redevances et autres taxes additionnelles :

- Redevances dues à l'Agence de l'Eau ;
- Taxe sur la Valeur Ajoutée.
- Toutes autres taxes ou redevances qui viendraient s'y ajouter ou s'y substituer.

ARTICLE 4 – RELEVÉ, FACTURATION ET RÈGLEMENT

Le SIAEP procédera au moins une fois par an au relevé du compteur et adressera au SEBA, à sa convenance, soit chaque semestre, soit chaque année, une facture correspondant à la quantité d'eau potable effectivement enregistrée au compteur. En cas de facturation semestrielle, la facture pourra correspondre à la quantité d'eau potable estimée.

Le règlement de ces factures sera fait par le SEBA dans les conditions légales et réglementaires.

ARTICLE 5 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2017 et prendra fin le 31 décembre 2030.
En cas de non-respect par l'une des parties des engagements réciproques objet de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 6 – CLAUSES DE REVISION DE LA CONVENTION

En cas de demande de nouveaux branchements en aval du système de comptage, le SEBA s'oblige à consulter le SIAEP pour s'assurer des conditions de desserte.

Les dispositions de la présente convention pourront être revues par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties, si les conditions techniques et/ou économiques de fourniture venaient à changer de façon notable pour le SIAEP, et en cas de variation importante des besoins du SEBA.

ARTICLE 7 – LITIGES

Les litiges et contestations qui pourraient s'élever sur l'application des clauses de la présente convention seront du ressort du Tribunal Administratif de Lyon.

Fait en cinq exemplaires originaux,

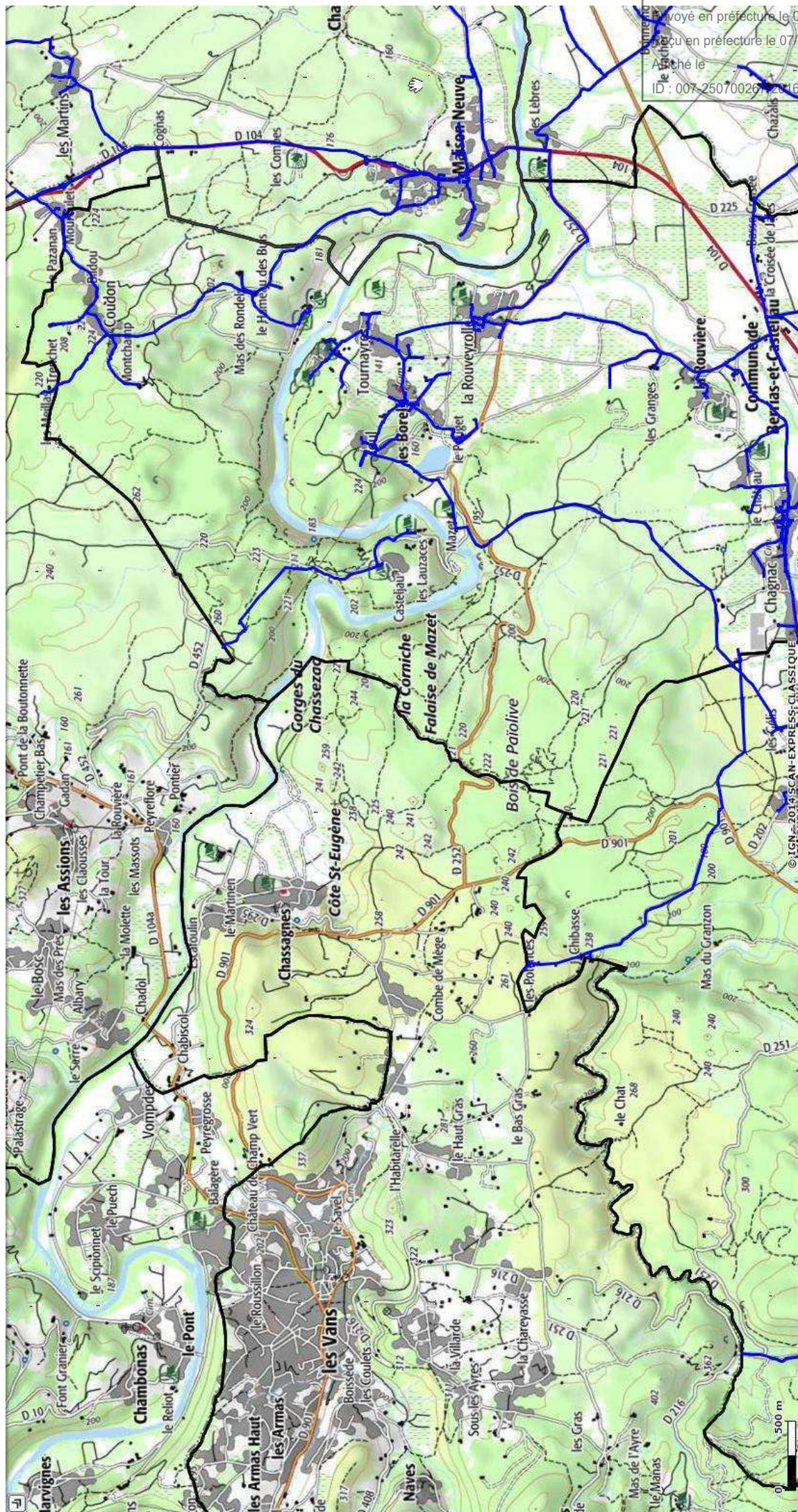
A Largentière, le

Le Président du Syndicat des Eaux
du Bassin de l'Ardèche,

Le Président du Syndicat
Intercommunal d'Alimentation en
Eau Potable du Pays des Vans

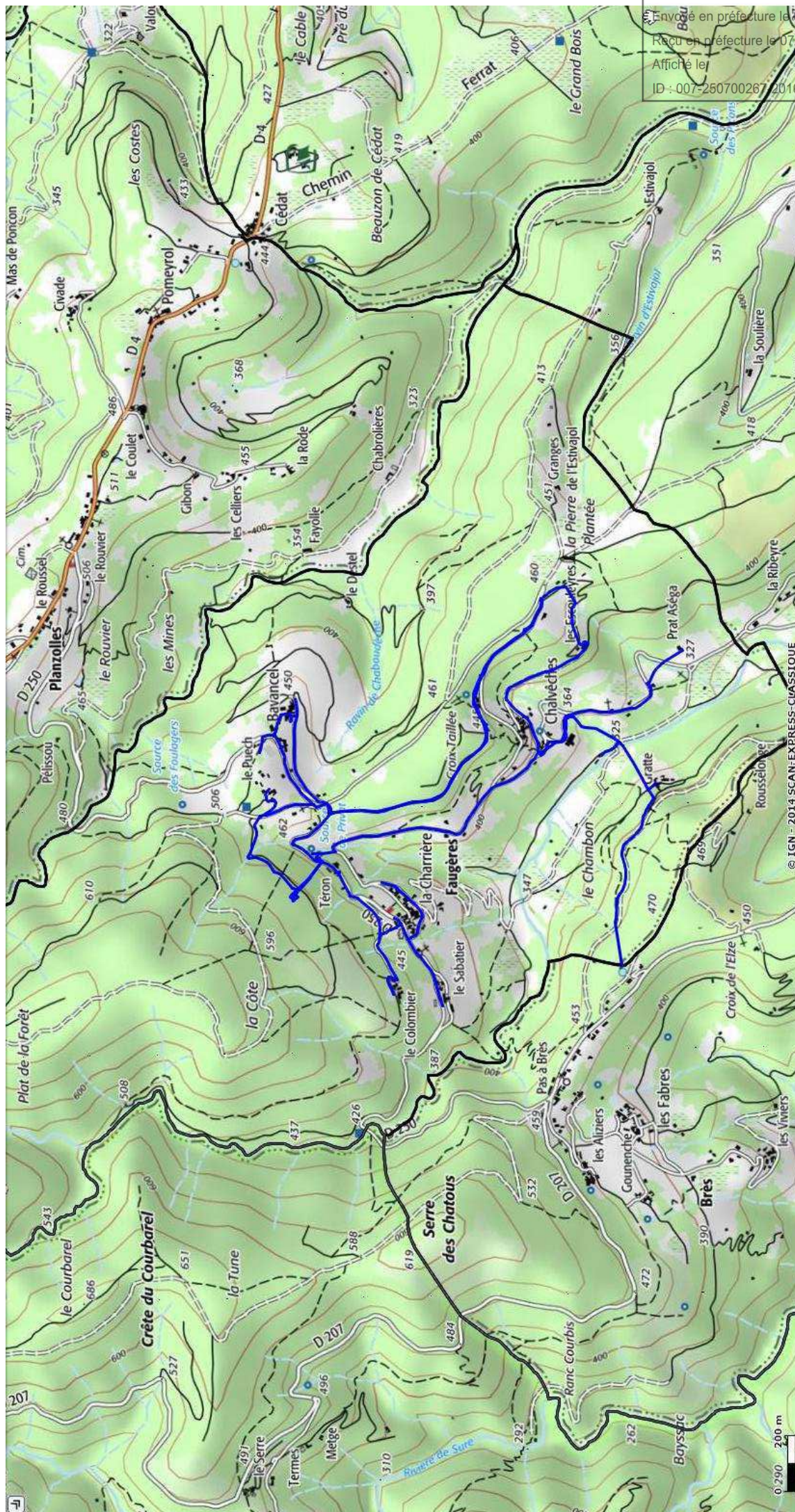
Jean PASCAL

Alain FAUCUIT



Envoyé en préfecture le 07/09/2016
Reçu en préfecture le 07/09/2016
Affiché le
ID : 007-250700267-20160831-2016BS080040-DE

Berger
Levrault



Annexe 2

A la convention pour l'achat en gros d'eau potable à usage domestique par le Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche au Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable du Pays des Vans

En limite de commune de BANNER :

		Observations
Nom du secteur desservi	Chibasse /Les Balmelles à Banner- Chagnac à Berrias-et-Casteljau	
Nombre d'abonnés connus par le SIAEP à la date du projet de la convention	5	Cf annexe 3
Caractéristiques du point de comptage <ul style="list-style-type: none"> - Diamètre compteur - Réducteur pression - Implantation 	...mm Oui Sous le domaine public	Voie et/ou accotement de la voie communale
Débit horaire pouvant être fourni	...m ³ /heure	
Pression au point de comptage (à titre indicatif)	2 bars	
Coût estimé du point de comptage	...	

En limite de commune de BERRIAS-et-CASTELJAU :

		Observations
Nom du secteur desservi	Casteljau	
Nombre d'abonnés connus par le SIAEP à la date du projet de la convention	5	Cf annexe 3
Caractéristiques du point de comptage <ul style="list-style-type: none"> - Diamètre compteur - Réducteur pression - Implantation 	...mm Oui Sous le domaine public	Voie et/ou accotement de la voie communale
Débit horaire pouvant être fourni	...m ³ /heure	
Pression au point de comptage (à titre indicatif)	2 bars	
Coût estimé du point de comptage	...	

En limite de la commune de FAUGERES :

		Observations
Nom du secteur desservi	Gratte et autres quartiers	
Nombre d'abonnés connus par le SEBA à la date du projet de la convention	Plusieurs quartiers potentiellement concernés	
Caractéristiques du point de comptage <ul style="list-style-type: none"> - Diamètre compteur - Réducteur pression - Implantation 	...mm Oui Sous le domaine public	Voie et/ou accotement de la voie communale
Débit horaire pouvant être fourni	...m ³ /heure	
Pression au point de comptage (à titre indicatif)	2 bars	
Coût estimé du point de comptage	Sans objet	Comptage existant

Annexe 3 :

Abonnés relevant du SIAEP du Pays des Vans (au 1.06.2016)

commune	quartier	Nom-prénom du propriétaire	Section et n° parcelle	Observations	M3 consommé en 2014 et 2015
BERRIAS	Casteljau	« Les copropriétaires » ex-VVF	OA-394 et 591		2014 : 13293 2015 : 9077
id	id	SNC Immobra sud-est	OA- 590	Sur compteur VVF	
id	id	Vors Vincent et Chattenay Michèle	OA-405		
id	id	La bastide du lagon (M. Vors gérant)		Un seul compteur immeubles OA-608 et OA-405	2014 : 798 2015 : 616
id	id	KIWI camping M. et Mme Mesclon	OA-400		2014 : 2693 2015 : 3027
id	id	Mme Vedel Paulette et M. Esteves Michel	OA- 410 et 411		2014 : 93 2015 : 104
BERRIAS	Chagnac	Usine de tissage Payen	ZI-271 et 272		2014 : 12071 2015 : 8030
BANNE	Chibasse	COUTEAUX Bruno	C-18	SIAEP	2014 :388 2015 : 663
BANNE	Chibasse	LIMBACH Catherine-SCI les oliviers	C-17	SIAEP	2014:166 2015:192
BANNE	Les Balmelles	LEBRE Marie-Claude	C-4-5-9-347-352	SIAEP	2014:79 2015:98
BANNE	Les Balmelles	ZBINDEN Jacques-André	C-10-11-12	SIAEP	2014:5 2015:1
BANNE	Les Balmelles	FROMENTIN Didier	C-297	SIAEP	2014:0 2015:0
FAUGERES	Gratte et autres quartiers				2014: 1310 2015: 545
Total 2015					2015: 22353



**PROJET DE CONVENTION POUR LA VENTE EN GROS
D'EAU POTABLE A USAGE DOMESTIQUE**

PAR LE SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE

**AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE
DU PAYS DES VANS**

**pour les secteurs La Prade et Pont de Pigère de la commune de
LES VANS (BRAHIC)**

Entre :

Le Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche, représentée par son Président, Monsieur Jean PASCAL, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du bureau syndical du 31 août 2016 et désigné ci-après, le « SEBA »,

Et

Le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable du Pays des Vans représenté par son président, Monsieur Alain FAUCUIT, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du Comité Syndical du et désignée ci-après, le « SIAEP »,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le SIAEP est confronté, de manière marginale, à une difficulté d'approvisionnement en eau potable à usage domestique sur une partie de son territoire, à savoir les secteurs La Prade et Pont de Pigère de la commune des VANS (BRAHIC).

Le plan joint **en annexe n° 1** décrit schématiquement cette situation.

La proximité de ce secteur avec le réseau d'eau potable du SEBA a permis de réaliser de façon avantageuse, tant techniquement que financièrement, la desserte en eau de ce secteur du SIAEP, mais aucune démarche administrative n'a été effectuée pour régulariser juridiquement cette situation.

Aussi, pour ce besoin marginal à son service, le SIAEP accepte d'acheter de l'eau potable en gros au SEBA pour la distribution à ses abonnés du service de l'eau potable à usage domestique.

Le SEBA ayant délégué la gestion de son service de distribution d'eau potable, demande à son Délégataire, conformément au contrat de délégation du service public de distribution de l'eau potable en date du 20 décembre 2007 de prendre les dispositions nécessaires pour faciliter cette fourniture et pour utiliser les ouvrages délégués nécessaires à celle-ci. Le Délégataire du SEBA est, jusqu'au 31 décembre 2017, la Société SAUR.

Le renouvellement de la délégation de service public avec la même ou une autre société ou le retour en régie, est sans incidence sur la présente convention, les obligations faites au Délégataire revenant ipso facto au SEBA.

Les parties conviennent donc de régulariser cette situation et de définir par la présente convention les modalités techniques et financières de cette fourniture en eau.

ARTICLE 1 – CONDITIONS TECHNIQUES ET FINANCIERES DE LA FOURNITURE

Les conditions techniques et financières de la fourniture sont les suivantes :

Secteur Pont de la Pigère :

Travaux réalisés :

La fourniture d'eau potable s'effectue à partir d'une canalisation de diamètre 63 mm extérieur installée à l'extrémité du territoire du SEBA et alimentée par le réseau potable de ce dernier. Il sera réalisé un équipement de comptage dont les caractéristiques sont décrites **en annexe 2**. Les équipements en aval sont rétrocédés au SIAEP.

Païement des travaux d'équipement :

Ces travaux, estimés à la somme de ...€HT (à voir après visite de terrain SIAEP/SAUR), seront réalisés par le Délégué du SEBA et seront facturés au SIAEP. Seules la fourniture et la pose du compteur resteront à la charge du SEBA et de son Délégué.

Patrimoine : Les canalisations et branchements particuliers, situés après le système de comptage, sont entretenus et renouvelés par le SIAEP.

Secteur la Prade :

Ce secteur est alimenté par une conduite de diamètre 90 mm extérieur, conduite qui dessert en amont et en aval du secteur de la Prade des territoires adhérents au SEBA. La mise en place d'un comptage pour une vente en gros n'est donc pas envisageable.

Précision sur le patrimoine pour ce secteur : la conduite principale reste la propriété du SEBA ; la part publique, y compris les systèmes de comptage, seront la propriété du SIAEP dès entrée en vigueur de la convention.

C'est pourquoi les compteurs des propriétés situés sur la commune des Vans, mais alimentés par le SEBA, seront relevés par les agents du SIAEP. Le SIAEP communiquera les consommations au SEBA et/ou à son délégué, qui établira les factures au nom du SIAEP selon le tarif en vigueur au SEBA. La partie fixe de cette facturation s'appuiera sur un équivalent compteurs de livraison.

Le SIAEP facturera ensuite le service aux différents usagers selon son propre tarif.

Les propriétés concernées au jour de la signature de la présente convention figurent en **annexe 3**.

Pour les deux secteurs :

Mode de livraison et de comptage :

Tout volume fourni est comptabilisé par l'intermédiaire d'un système de comptage.

Le système de comptage est d'un type agréé par le service des Instruments et Mesures. Il est installé dans un regard dont l'accès est en tout temps possible aux agents des deux parties contractantes et de leur délégué respectif.

A la demande de l'une ou l'autre des parties intéressées, le système de comptage peut être déposé et vérifié. Le coût de la dépose, de l'étalonnage et de la repose est à la charge de la partie qui en aura demandé la vérification.

En cas de mis en place d'un équipement de télé relève, son accès sera au bénéfice des deux services. Le système de comptage est entretenu et renouvelé par la collectivité propriétaire, ou le cas échéant par son délégué, à ses frais.

Au cas où le système de comptage viendrait à se bloquer, les parties conviennent d'estimer le volume à facturer en fonction de l'historique des relevés précédents.

Qualité de l'eau :

Le SEBA s'engage à fournir au SIAEP de l'eau d'une potabilité conforme à la législation en vigueur et adressera au SIAEP, sur la demande de celui-ci, les résultats des analyses relatives au secteur, objet de cette convention.

En aval du système de comptage, le SIAEP prend l'entière responsabilité du maintien des critères de la potabilité. Il se charge de la surveillance de la qualité de l'eau distribuée et des éventuels traitements préventifs nécessaires au maintien de la potabilité.

Si pour cause de pollution, la distribution devait être interrompue, sur le secteur concerné par la présente convention, la vente d'eau par le SEBA devra l'être dans les mêmes conditions. Le SIAEP doit en être informé sur le champ. Le SEBA s'engage à transmettre immédiatement au SIAEP photocopie de toutes les analyses d'eau déclarées non potables.

ARTICLE 2 – INTERRUPTION DE LA FOURNITURE

Le SEBA s'engage à assurer la fourniture d'eau en permanence, sauf en cas de force majeure ou lors d'incidents, travaux ou réparations exigeant une interruption.

Ces interruptions seront portées à la connaissance du SIAEP dans les plus brefs délais lorsqu'il s'agit d'interruption immédiate et au moins deux jours à l'avance lorsque l'intervention est programmable.

Le SIAEP en informe ses abonnés et prend toutes mesures utiles, pendant ou après les coupures pour réduire les désagréments qui peuvent en résulter.

Le SIAEP s'engage à supporter ces interruptions déclarant à l'avance renoncer à toute action contre le SEBA et ne réclamer aucune indemnité.

Dans le cas où des circonstances quelconques conduiraient à des restrictions de consommation, les abonnés du SIAEP supporteraient les mêmes contraintes que celles imposées aux abonnés du SEBA. En cas de pénurie d'eau constatée par le SEBA, et en cas d'impossibilité d'y remédier, la fourniture d'eau au SIAEP devra être réduite en priorité, voire suspendue.

ARTICLE 3 – PRIX DE VENTE DE L'EAU EN GROS

Le tarif pratiqué sera celui en vigueur au SEBA pour ses abonnés domestiques dans la limite des dispositions réglementaires en vigueur ; ce tarif pouvant comporter une part fixe et une part variable. Le tarif sera composé des rubriques suivantes :

1) Au titre du service public de l'eau potable :

- de la part du SEBA dont le montant est fixé par délibération du Comité Syndical ;
- le cas échéant, de la part du Délégué du SEBA conformément au contrat de délégation de service public de distribution d'eau potable du SEBA.

2) Au titre des redevances et autres taxes additionnelles :

- Redevances de l'Agence de l'Eau ;
- Taxe sur la Valeur Ajoutée.
- Toutes autres taxes ou redevances qui viendraient s'y ajouter ou s'y substituer.

ARTICLE 4 – RELEVÉ, FACTURATION ET REGLEMENT

Le Délégué du SEBA (ou son exploitant) procédera au moins une fois par an au relevé des compteurs et adressera au SIAEP, chaque semestre, une première facture correspondant à la quantité d'eau potable effectivement enregistrée et une seconde facture correspondant à la quantité d'eau potable estimée.

Le règlement de ces factures sera fait par le SIAEP dans les conditions légales et réglementaires.

ARTICLE 5 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2017 et prendra fin le 31 décembre 2030. En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements réciproques objet de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 6 – CLAUSES DE REVISION DE LA CONVENTION

En cas de demande de nouveaux branchements en aval du système de comptage, le SIAEP s'oblige à consulter le SEBA pour s'assurer des conditions de desserte.

Les dispositions de la présente convention pourront être revues par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties, si les conditions techniques et/ou économiques de fourniture venaient à changer de façon notable pour le SEBA, et en cas de variation importante des besoins du SIAEP.

ARTICLE 7 – LITIGES

Les litiges et contestations qui pourraient s'élever sur l'application des clauses de la présente convention seront du ressort du Tribunal Administratif de Lyon.

Fait en cinq exemplaires originaux,

A Largentière, le

Le Président du Syndicat des Eaux
du Bassin de l'Ardèche,

Jean PASCAL

Le Président du Syndicat Intercommunal
d'Alimentation en Eau Potable
du Pays des Vans

Alain FAUCUIT



Annexe 2

A la convention pour la vente en gros d'eau potable à usage domestique par le Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche au Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable du Pays des Vans

Secteur la Prade :

		Observations
Nom du secteur desservi	Le Pont de Pigère	
Nombre d'abonnés connus par le SEBA à la date du projet de la convention	7	Cf annexe 3
Caractéristiques du point de comptage <ul style="list-style-type: none"> - Diamètre compteur - Réducteur pression - Implantation 	Equivalence comptage de diamètre 40 mm	
Débit horaire pouvant être fourni	Voir règlement de service	
Pression au point de comptage (à titre indicatif)	2 bars	
Coût estimé du comptage	Sans objet	

Secteur Pont-de-la Pigère :

		Observations
Nom du secteur desservi	Le Pont de Pigère	
Nombre d'abonnés connus par le SEBA à la date du projet de la convention	1 ?	Cf annexe 3
Caractéristiques du point de comptage <ul style="list-style-type: none"> - Diamètre compteur - Réducteur pression - Implantation 	...mm Oui Sous le domaine public	Voie et/ou accotement de la voie communale
Débit horaire pouvant être fourni	...m ³ /heure	
Pression au point de comptage (à titre indicatif)	2 bars	
Coût estimé du comptage	...	

Annexe 3 :

Abonnés relevant du SIAEP du Pays des Vans (au 1.06.2016)

commune	quartier	Nom-prénom du propriétaire	Section et n° parcelle	Observations	M3 consommé en 2014 et 2015
BERRIAS	Casteljau	« Les copropriétaires » ex-VVF	OA-394 et 591		2014 : 13293 2015 : 9077
id	id	SNC Immobra sud-est	OA- 590	Sur compteur VVF	
id	id	Vors Vincent et Chattenay Michèle	OA-405		
id	id	La bastide du lagon (M. Vors gérant)		Un seul compteur immeubles OA-608 et OA-405	2014 : 798 2015 : 616
id	id	KIWI camping M. et Mme Mesclon	OA-400		2014 : 2693 2015 : 3027
id	id	Mme Vedel Paulette et M. Esteves Michel	OA- 410 et 411		2014 : 93 2015 : 104
BERRIAS	Chagnac	Usine de tissage Payen	ZI-271 et 272		2014 : 12071 2015 : 8030
BANNE	Chibasse	COUTEAUX Bruno	C-18	SIAEP	2014 :388 2015 : 663
BANNE	Chibasse	LIMBACH Catherine-SCI les oliviers	C-17	SIAEP	2014:166 2015:192
BANNE	Les Balmelles	LEBRE Marie-Claude	C-4-5-9-347-352	SIAEP	2014:79 2015:98
BANNE	Les Balmelles	ZBINDEN Jacques-André	C-10-11-12	SIAEP	2014:5 2015:1
BANNE	Les Balmelles	FROMENTIN Didier	C-297	SIAEP	2014:0 2015:0
FAUGERES	Gratte et autres quartiers				2014: 1310 2015: 545
Total 2015					2015: 22353